

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

# COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LODÈVOIS ET LARZAC

## DÉCISION

numéro
CCDC_260129_004

portant sur

### ESTER EN JUSTICE EN VUE DE DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE LA COLLECTIVITÉ DANS L'AFFAIRE QUI L'OPPOSE À OLLIER FLORIAN

Le Président de la communauté de communes Lodévois et Larzac,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et en particulier les articles 5211-2, 5211-10 et l'article L.2122-22 dont l'alinéa 16°,

**VU** le Code de Justice Administrative (CJA),

**VU** la délibération n°CC\_230704\_16 du Conseil communautaire du 4 juillet 2023 par laquelle le Conseil communautaire délègue au Président la prise de décision prévue aux articles du CGCT susvisés,

**VU** le jugement du 21 juillet 2025 du Tribunal judiciaire de Montpellier

- mettant en hors de cause le Syndicat à Intercommunal Vocation Multiple (SIVOM) du Larzac,
- déboutant OLLIER Florian de l'ensemble de ses demandes formées à l'encontre de la Communauté de communes Lodévois et Larzac,
- condamnant OLLIER Florian à payer à la Communauté de communes Lodévois et Larzac la somme de deux-mille-cinq-cents euros (2 500 €) en application des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile,
- condamnant OLLIER Florian aux dépens,

**VU** que le 4 septembre 2025, OLLIER Florian a interjeté appel de la décision en demandant de l'infirmier dans son intégralité,

**CONSIDÉRANT** que cette affaire est issue d'une mise en cause du SIVOM du Larzac par OLLIER Florian au vu des problèmes d'alimentation en eau de son exploitation,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire pour le Président d'assurer la défense des intérêts de la Communauté de communes Lodévois et Larzac, et qu'il est utile de désigner un avocat pour représenter ses intérêts dans cette affaire,

### DÉCIDE

- **ARTICLE 1** : De défendre les intérêts de la Communauté de communes Lodévois et Larzac devant le Tribunal judiciaire de Montpellier, dans l'affaire qui l'oppose à OLLIER Florian,

- **ARTICLE 2** : De désigner la société VPNG Avocats, domiciliée 11 bis rue de la loge 34000 MONTPELLIER afin de représenter la Communauté de communes Lodévois et Larzac et d'assurer la défense de ses intérêts dans l'affaire précitée,

- **ARTICLE 3** : De dire que le présent acte sera transmis au service du contrôle de légalité, notifié aux tiers concernés, publié selon la réglementation en vigueur et inscrit au registre des actes.

Accusé de réception en préfecture  
34-200017341-20260129-lmc123445-AR-1-  
1

Date de télétransmission : 29/01/26  
Date de publication : 06/08/2025  
Date de notification aux tiers :  
Moyen de notifications aux tiers :

Fait à Lodève, le vingt neuf janvier deux mille vingt-six,

Le Président  
Jean-Luc REQUI